

Monsieur le maire,
Mesdames messieurs les élus,
Mesdames messieurs,

Dans la continuité des précédents débats d'orientation budgétaire et de budget, les éléments actuels de conjonctures économiques sont très défavorables, vous venez d'en faire un commentaire en détail, et je m'efforcerai de ne pas être redondant.

Pourtant il me paraît important d'apporter une analyse complémentaire de la situation, en mettant en exergue les orientations qui nous apparaissent être soit des priorités, soit des voies de progrès face aux besoins croissants des Plaisirois.

Nous sommes en crise, notre gouvernement parle de faillite, et la rigueur est le leitmotiv de la droite.

Le nouveau plan de rigueur proposé par François Fillon, premier ministre, est loin d'être convainquant à bien des égards.

Cette volonté de rigueur ne saura que mener à la récession, car elle n'implique pas tous les citoyens de manière collective et juste.

Comment demander aux classes moyennes et aux moins riches de faire des efforts importants quand chacun en France n'est pas mis à contribution de la même façon ?

Enfin, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, la baisse des prestations sociales et de l'assurance maladie, vont venir toucher à nouveau les familles.

Par ailleurs, il est tout de même inquiétant de constater que rien n'est fait pour soutenir l'investissement et la recherche dans les domaines d'avenir qui pourraient permettre à notre pays de sortir par le haut de la situation actuelle.

Le pays a plus que jamais besoin de croissance et d'emplois. Et ce n'est pas en permettant aux entreprises une utilisation abusive des heures supplémentaires défiscalisées que la situation va s'améliorer.

Les choix du gouvernement nous entraînent donc plus profondément dans la crise.

Face à cela, les collectivités souffrent elles aussi chaque jour un peu plus du manque de soutien de l'Etat qui limite leur indépendance financière. La réforme de la TP, le gel de la DGF, réduiront notre autonomie et de fait la qualité du service public.

Les allègements fiscaux accordés aux plus riches et aux entreprises auraient sans aucun doute servi aux collectivités pour compenser le surcoût de toutes les nouvelles missions qui leur ont été transférées ces dernières années sans contrepartie suffisante de la part de l'Etat qui se défausse sans rougir de ses devoirs.

Les dernières mesures décidées par le gouvernement, en attendant les prochaines, pour trouver un équilibre du budget 2012 produiront des recettes dont 75 % seront des impôts et taxes supplémentaires. Ce sont les ménages qui en feront les frais, et les plus précaires seront un peu plus affaiblis.

Car hélas la pauvreté ne cesse de progresser. On dénombre 4.5 millions de personnes qui disposent de moins de 750€/mois (8 millions avec moins de 930 € par mois)

Cette pauvreté est autour de nous, pas toujours très visible mais bien réelle, avec des conséquences sur toutes les générations, de la petite enfance au troisième âge.

Le chômage qui représente près de 10% en France a encore progressé à Plaisir. En juillet on comptait environ 3600 personnes sur notre ville en recherche d'emploi. La jeunesse est profondément touchée, sans espoir et sans avenir, on parle pour les 25-35 ans d'une génération sacrifiée, 25% du taux de chômage en France, 50 % dans les quartiers difficiles.

L'accès au logement reste une préoccupation majeure, que ce soit en termes de disponibilité ou de coût d'accès, sans oublier l'accès aux soins médicaux.

A Plaisir, notre ville offre certes de nombreux avantages environnementaux, mais il faut avoir des revenus suffisants et réguliers pour assurer son quotidien, qui, quelle que soit la catégorie sociologique, sont régulièrement amputés jusqu'à devenir insuffisants pour certains, pour vivre dignement.

En tant que politiques responsables, nous devons porter une attention toute particulière à cette situation qui va hélas continuer de se dégrader.

Des indicateurs qui résonnent comme des signaux d'alarmes, sont déjà disponibles au travers des associations solidaires de notre ville comme Les restos du cœur, CADI, Plaisir Vestiaire ou Plaisir Solidarité. Pouvons-nous fermer les yeux sur les SDF qui vivent sur notre territoire, à la recherche permanente d'un abri précaire, mais également à la recherche de sanitaires pour être présentables devant leur employeur ?

Notre ville, de taille moyenne, est très diverse, avec des besoins qui évoluent rapidement dans un contexte de précarisation pour toutes les générations.

Aussi, il nous paraît nécessaire et important qu'une analyse des besoins sociaux (obligatoire dans le code de l'action sociale et des familles) soit engagée, pour identifier précisément les actions ciblées à mettre en oeuvre, que ce soit vers l'enfance, les adultes, les personnes âgées et handicapées, et surtout prévoir la politique et les moyens en conséquence.

Centre de santé, maison médicale de garde, mais également Maison des parents, sont autant de réalisations vers lesquelles nous devons nous pencher pour apporter des réponses aux attentes des Plaisirois de toutes générations.

Concernant l'emploi, des actions sous forme de forum et de rencontres ont été engagées et nous souhaitons que la démarche s'amplifie. La Ville peut également apporter une contribution à l'insertion professionnelle en usant des clauses d'insertion sociales dans les marchés publics qu'elle lance, le code des marchés publics le permet. Il ne s'agit pas là de mettre le couteau sur la gorge aux prestataires de la ville, mais bien de profiter de cette opportunité offerte par la loi pour permettre aux Plaisirois de se lancer dans une démarche vers l'emploi en étant aidés par la Ville.

Au niveau environnement, et nous l'avons vu au travers du dossier des transports scolaires, les conditions de déplacement entre les quartiers posent difficultés.

Le développement de voies douces reliant des quartiers excentrés vers le centre ville serait bien accueilli, plus largement c'est une réflexion sur les transports et notre plan de circulation.

Quelques mots sur la culture, le TEC reçoit une subvention qui progresse régulièrement et qui représente désormais 65% de son budget. Si l'on peut féliciter le théâtre de sa programmation, on ne peut que déplorer l'absence d'une cogestion avec nos villes voisines qui allègerait encore davantage la charge de la Ville.

L'année 2011 aura vu en France l'explosion de la fréquentation des salles de cinéma, qui est un autre média culturel plébiscité par toutes les générations, mais hélas Plaisir n'y aura pas beaucoup participé.

Combien de temps allons-nous rester sans cinéma ?

Globalement, concernant les investissements, au-delà du projet de l'Eglise et de sa place, nous souhaitons connaître votre plan sur la petite enfance, vous nous en avez parlé. Nous souhaitons que tout ceci se fasse comme prévu.

Avez-vous prévu une programmation d'investissement pour donner à la ville et aux associations des salles de rencontre et d'activités accueillantes et fonctionnelles ?

Reste pour finir les grands dossiers qui nous préoccupent :

L'intercommunalité future Plaisir, Villepreux Les Clayes est un levier primordial dans bien des domaines que je viens d'évoquer ; quelles sont vos intentions dans cette perspective, quelles seront vos priorités ?

La gestion des emprunts de la dette avec Dexia, va nous infliger une épreuve de rigueur supplémentaire dont nous sommes incapables d'évaluer l'ampleur dans un contexte de volatilité sans précédent des cours de devises.

Quel recours Monsieur le maire, comptez-vous engager pour protéger nos finances, quelle intervention peut-on attendre du gouvernement pour cette question ?

Je conclurais ainsi :

En manquant le rendez-vous de l'intercommunalité en 2002, nous nous sommes privés d'un levier d'investissement que nous avons peu de chance de retrouver, fait qui va s'aggraver par les intérêts de la dette sur lesquels nous n'avons aucune maîtrise. Les investissements liés à des projets privés ne se font pas ou auront beaucoup de retard.

Nous regrettons une nouvelle fois que le prochain budget ne soit absolument pas tourné vers la qualité du service rendu aux familles Plaisiroises dans tous les domaines.

J'évoquais tout à l'heure les priorités de nos concitoyens : logement, mobilité, emploi, cadre de vie, accès aux loisirs, à la santé, éducation et soutien à la parentalité pour préparer l'avenir des jeunes.

Ce n'est pas plus de centres commerciaux que les gens attendent ; ils ont des besoins simples, fondamentaux et primordiaux.

Après le long catalogue que vous venez de nous commenter, j'ai beaucoup de mal à avoir une vision globale de votre politique pour les années à venir, et même si la situation est difficile, c'est pourtant ce que les Plaisirois sont en droit de connaître.

Je vous remercie pour votre attention et les réponses que vous ne manquerez pas d'apporter.